

A quoi bon débattre de l'IDENTITÉ nationale ?

Marc Crapez

Chercheur associé à Sophiapol

(Paris-X). Dernier livre : *Un besoin de certitudes. Anatomie des crises actuelles*, éd. Michalon, 2010.

Le débat sur l'identité nationale n'a pas débuté sous les meilleurs auspices. Avec son allure de gadget sorti en pleine crise d'un chapeau, le parti socialiste lui a opposé la question du chômage. Dommage car, d'une part, il est normal de chercher à redéfinir son identité et ses valeurs au milieu des mutations du monde, d'autre part, la question de l'immigration se pose avec acuité.

Une incompréhension mutuelle

La droite au pouvoir est menacée de capituler devant une sorte de Front uni allant de l'extrême-gauche à une partie du centre-droit. Cette configuration eut un précédent, celui du regroupement intellectuel qui avait brisé les reins de la droite en 1986. Elue, entre autres, pour ralentir les flux d'immigration, la droite avait manifesté quelques velléités de réforme avant de démissionner. Au motif que la droite politique d'alors avait commis des maladresses ou des excès de zèle, une fraction de centre-droit des intellectuels avait fait bloc avec l'extrême-gauche, déboussolant la droite politique et la désarmant face aux coups redoublés de la gauche.

Cette fois, c'est davantage une fraction de la droite politique, emmenée par Bay-

rou et Villepin, qui joue contre son propre camp en s'inquiétant d'un défaut « d'objectif citoyen » 1 (jargon forgé en 1986 comme synonyme d'anti-fasciste). Mais si les intellectuels de droite s'abstiennent d'attaquer directement la droite politique, ils demeurent sur un quant-à-soi frondeur de déçus du sarkozysme. Si bien qu'un ministre désorienté confie : « on aurait dû faire d'abord une série de grands colloques » 2. Début février, le ministre de l'Immigration semble se rallier à cette idée d'une série de colloques œcuméniques, chapeautés par « un comité d'orientation, un comité des sages » et autres observatoire ou commission. C'est ce qu'il eût été préférable d'éviter. Comme pour sa réforme de l'université, le gouvernement aurait pu consulter, au-delà de brillants énarques, les auteurs libéraux : Luc Ferry, Pierre Manent ou Philippe Raynaud, pour n'en citer que quelques-uns. Raymond Boudon souligne que les élites ont besoin de « repères », et signale par ailleurs, côté libéral, une « génération d'intellectuels de 30 à 40 ans » qui n'a pas encore de visibilité³. Ajoutons qu'il ne lui est pas toujours facile de percer dans un milieu d'intellectuels où le plus grave est de passer pour *trop marqué à droite*.

L'incompréhension est mutuelle entre intellectuels et hommes politiques de droite. Les cabinets ministériels sont peuplés d'énarques et de communicants « court-termistes », horrifiés par les propositions iconoclastes inapplicables des intellectuels. Ceux-ci, hommes de plume souvent tentés de regarder avec hauteur les hommes de parole, et ont tendance à rester dans une posture sarcastique. Puisqu'on n'a pas fait appel à eux pour ce débat sur l'identité nationale (au demeurant inutile), les politiques n'ont qu'à se débrouiller tout seuls. L'intellectuel de droite est indépendant, ne s'impose pas de discipline de parti, tandis que celui de gauche s'astreint à la règle implicite de ne jamais désavouer un auteur présumé de gauche au profit d'un auteur qui ne passerait pas pour l'être (en allant dans le sens de Boudon contre Bourdieu, de Lewis Feuer contre Geertz, d'Eugen Weber contre Aghulon, de Max Weber contre Durkheim, voire d'Alfred Weber contre Elias). Dernier élément enfin, le fait que la droite est sous-représentée, pas vraiment dans le haut, mais dans le bas clergé intellectuel.

Voilà pourquoi, devant les députés UMP, le président de la République souligne que la droite n'est pas assez présente « dans un secteur de la population absolument central », celui des enseignants et autres « connaisseurs ». Nicolas Sarkozy ajoute que la question des minarets est « un message qu'envoie le peuple à ses élites » car les gens « veulent garder leur identité ». Il déclare ensuite, dans le journal *Le Monde*, que « les peuples d'Europe sont accueillants, sont tolérants », contrairement à ce que voudraient faire croire ceux qui cultivent « une méfiance viscérale pour tout ce qui vient du peuple ».

Une seule et même peur

C'est dommage pour les musulmans car, considéré isolément, le minaret est au pratiquant de l'islam ce que le phare ou le clocher est au marin breton, un symbole qui fait chaud au cœur quand on l'aperçoit. C'est pourquoi le Vatican est dans son rôle en disant que le vote suisse n'est pas charitable, quand bien même il n'y aurait pas toujours « réciprocité » de l'acceptation du catholicisme en terre d'islam.

Cela étant, la votation helvète est, à certains égards, un « triomphe sur la pression de l'environnement »⁴. Les électeurs ne se sont pas prononcés spécifiquement contre les minarets en eux-mêmes, mais pour un principe de précaution à l'endroit de l'islam militant et pour déplorer la confiscation oligarchique de cette question. Contre les sermons des élites et de tous les corps constitués, ils ont audacieusement bravé l'intimidation régnante. Beaucoup de citoyens européens ont été soulagés que les Suisses saisissent l'occasion de s'exprimer sur un problème soustrait à leur souveraineté.

Si le verdict des urnes, près de 60 %, est décalé par rapport à des sondages à 30 %, c'est parce que les gens ont peur. Ils n'expriment pas *des* peurs au pluriel, des peurs diffuses dues à leur ignorance. En réalité, ils surmontent la peur de s'exprimer sur un sujet tabou. Car ils savent que la sollicitude des élites va aux populations immigrées en général et à l'islam en particulier. Qu'elle va de pair avec un exclusivisme à l'encontre des populations considérées comme déviantes sinon réfractaires à la « diversité ». Qu'ils risquent d'être stigmatisés comme « islamophobes », c'est-à-dire traités en parias, livrés à la vindicte médiatique, voire symboliquement retranchés du corps social. Des idées interdites de séjour dans le débat se sont ainsi réfugiées dans l'isoloir démocratique.

Les médias destinent à la population l'idée que critiquer l'islam relève de *déficiences mentales*. Montés sur leurs ergots scientifiques, d'aucuns excommunient les critiques de l'islam en les présentant comme des *déficiences méthodologiques*. Mais Antoine Sfeir, observe Elie Barnavi, ne s'applique pas à lui-même la rigueur terminologique qu'il exige d'autrui⁵. De son côté, réitérant la tactique pontifiante de Maurice Duverger contre Raymond Aron, l'universitaire multi-casquettes Tariq Ramadan traite *La Nouvelle Judéophobie* de Pierre-André Taguieff de « pamphlet [...] qui fait fi des critères scientifiques »⁶, tout en signant une pétition de tonalité léniniste qui énonce : « La gangrène coloniale s'empare des esprits. [...] au sein même des forces progressistes, comme une gangrène »⁷.

Toute la stratégie de tel journal consiste à présenter son avis comme validé par la communauté scientifique. Un « appel de vingt chercheurs » est assorti d'une rubrique « un linguiste et une anthropologue décryptent », d'un reportage qui cite un « maître de conférence en sciences politiques », et d'une interview de

Michel Wieviorka empreinte d'hostilité à l'encontre de l'existence d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale : « En tant que chercheur, et comme responsable d'une institution de recherche, je suis en contact avec des milieux universitaires du monde entier. Je peux vous assurer que c'est une catastrophe intellectuelle et politique pour l'image générale de la France »⁸. Faut-il rappeler que cet argument est une vieille scie rhétorique qui n'a rien de scientifique ? D'aucuns exigeaient jadis les pleins pouvoirs pour Pétain car sinon : « Que dirait-on à l'étranger ? Un terrible dommage serait causé »⁹.

Le fonctionnement médiatique

Le débat sur l'identité nationale a pris fin le 2 février, en même temps qu'un refus de naturalisation pour cause de burqa. Le lendemain, dans une émission de télévision, Tariq Ramadan mélange le fondamentalisme musulman avec les chrétiens et les juifs « conservateurs ». « Tariq a raison », enchaîne Thierry Wolton, qui va jusqu'à comparer ce refus de naturalisation à la dénaturalisation de Soljenitsine, avant de commettre une incartade en prononçant le mot honni « d'assimilation ». Le scénariste Abdel Raouf Dafri débite alors une diatribe contre le mot d'assimilation et le débat sur l'identité nationale, « défouloir de beaux » pour « Français de base » et « hommes politiques qui ont un teint bien blanc, bien couperosé ». Puis le sociologue trotskyste Philippe Corcuf dénonce un « climat islamophobe ». Complètement phagocité, Wolton en rajoute alors, blâmant les remugles « fangieux » et « racistes » du débat sur l'identité nationale, et récitant cette sentence : « la richesse d'une société c'est son immigration ». Le présentateur s'aperçoit que « tout le monde est d'accord »¹⁰.

Les organisateurs de l'émission tenaient à ménager une façade pluraliste, en laissant la parole à 1 intellectuel dit de droite sur 7 invités. Sans que nul traquenard n'ait été délibérément prémédité, le résultat attendu est enfanté par la coterie intello-médiatique avec ses attributs d'entre-soi, de routine, de commérages, de connivence et d'intimidation. Sur d'autres sujets de moindre enjeu, l'assistance est plus équilibrée et le débat contradictoire. Mais pour dénigrer l'identité nationale, l'activisme du lobby immigrationniste et anti-sarkoziste fonctionne de telle façon que filtrent uniquement logomachie et psittacismes. Tous les ingrédients du terrorisme intellectuel sont réunis : la tyrannie des bons sentiments, l'inculture sensationnaliste, la sélection négative des éléments les plus hâbleurs et extrémistes, l'effet de meute, le conformisme de la majorité silencieuse et la résignation des véritables minorités opprimées dissuadées d'intervenir : l'exactitude, l'intelligence, la réflexion, l'esprit critique, le sens de la contradiction et la dignité du débat.

La loi de Godwin, du nom d'un professeur de Yale, montre que plus une dis-

cussion dure sur Internet plus surgit la comparaison avec le nazisme. Cette inflation obsessionnelle n'a plus rien à voir avec l'histoire et la nécessité du souvenir des atrocités. Durant la campagne électorale des élections régionales, et rien qu'en février en Poitou-Charentes, l'accusation a fusé par deux fois entre candidats PS et UMP¹¹. Au diable nazi, qui s'agiterait sans cesse dans sa boîte, s'ajoute le diabolin maccarthyste. Oublié du grand public, l'épisode de la chasse aux sorcières est sans arrêt ressorti du placard dans les milieux intellectuels. Il faut dire que ces derniers se représentent en victimes toutes désignées du maccarthysme, qui brisa la carrière de quelques membres des élites médiatiques. Inadmissible, cette période qui a dévoyé l'anticommunisme démocratique ne mérite toutefois pas d'être présentée comme une mainmise de l'extrême-droite sur la société américaine ni comme l'un des moments les plus douloureux de la conscience humaine. Les intellectuels devraient balayer devant leur porte, en se demandant s'il n'existerait pas des résurgences contemporaines de cette chasse aux sorcières. En outre, la majorité du peuple américain ne sympathisait pas avec le maccarthysme par méchanceté mais parce que les communistes formaient un parti à la solde d'une puissance étrangère totalitaire. Comme il est dit dans un film de propagande de l'époque, les anticommunistes voulaient sauvegarder la possibilité de « dire ce qu'on pense » sans être réveillé à 4 heures du matin par la police secrète¹².

Une sorte d'omerta

De nos jours, nul n'est réveillé au petit matin, mais les suspects peuvent récolter des ennuis professionnels ou ce qu'on a appelé des lynchages médiatiques. La possibilité offerte aux citoyens de *dire ce qu'ils pensent* se rétrécit sur les questions d'immigration et d'islam. Le site internet du débat sur l'identité nationale est stigmatisé comme s'il était infesté de miasmes xénophobes. En réalité, dans le respect des lois en vigueur qui empêchent l'expression du racisme, ce site contient sans doute des critiques sur l'ampleur de l'immigration, le comportement de certains immigrés et les problèmes posés par l'islam. Ces propos, avec lesquels on n'est pas forcément d'accord, sont ressentis par des citoyens et non par des arriérés à rééduquer ou à faire taire.

Autrefois, des ligues de bienséance veillaient sur la pruderie et des grenouilles de bénitier surveillaient les églises. De nos jours, la bonne parole est accréditée par un dispositif de lobbys, relayés par un clergé d'avocats, de sociologues et de permanents d'associations. En 1995, le journaliste Jean-François Khan considérait encore comme licite et relevant de la libre délibération démocratique le fait d'ouvrir, de fermer, voire d'inverser les vannes de l'immigration¹³. Normalement, un pays est libre de décider démocratiquement de ses propres affaires. Mais trente ans d'immigration subie ont fini par faire oublier la notion de contrat social,

en l'occurrence de contrat d'accueil démocratiquement débattu donc révocable. Comme l'observe Pierre-André Taguieff, pendant que l'extrême-droite a nuancé son langage et revu ses prétentions à la baisse, l'extrême-gauche s'est, quant à elle, radicalisée et ne cesse d'accroître ses exigences. La droite des années 80 parlait de stopper l'immigration clandestine, celle d'aujourd'hui parle d'immigration choisie pour mieux garder ses distances avec l'immigration zéro d'une extrême-droite qui, elle-même, a abandonné son programme d'inversion des flux migratoires des années 80. On assiste à gauche à un chantage et à une surenchère permanente.

En langage codé, une échelle de gravité voit se succéder l'*ambiguïté*, l'*amalgame*, le *fantasme*, le *dérapiage* et le *débordement*. Sur cette échelle, le terme *assimilation* qui n'était qu'une simple ambiguïté il y a 20 ans est devenu un dérapage. Le terme *intégration* qui n'était qu'ambigu il y a 10 ans est devenu un amalgame sinon un fantasme. C'est à présent le terme *immigration* qui devient connoté. La limite du dicible est sans cesse repoussée et recule à vue d'œil. L'identité nationale ne recouperait ni une race ni une ethnie, ce qui est déjà une clause de style ou une fiction heuristique car, en bonne logique, on ne saurait dire qu'elles n'y prennent *aucune part*. Elle n'aurait même aucun lien avec un peuplement ou avec l'immigration. Il faudrait une cloison étanche entre les deux idées. Parler d'intégration serait insultant, parler d'immigration malvenu. Il est à craindre que la visibilité des mots –ministère de l'*Immigration* et de l'*Identité nationale*– n'engendre une déroute des choses.

Pour ne pas désigner la réalité, on a successivement parlé de *banlieues sensibles*, puis de *quartiers sensibles*, puis de *quartiers* tout court, car après le mot *banlieue*, c'est au tour du mot *sensible* d'être considéré comme inconvenant. Plus question d'évoquer des *banlieues à fortes concentrations de populations d'origines africaines*. Pour ne pas passer pour un attardé qui profère des insanités, il convient de parler de *quartiers où vivent les personnes issues de la diversité*. Pour ne pas *montrer du doigt*, on ne doit plus dire *noir*, ni *de couleur*, ni *black*, mais *issu de la diversité*. Phraséologie à deux vitesses où seuls les noirs ont le droit de s'identifier et de se revendiquer comme tels.

Tout un catéchisme affirme que l'islam n'aurait *rien à voir* avec l'islamisme, que l'immigration est une chance, la diversité une richesse. Pourtant, une richesse plaide en faveur d'elle-même, sans qu'il faille un endoctrinement permanent et la répression des sceptiques. En fait, ces formules creuses ne résultent pas d'observations scientifiques, de données historiques, ni de raisonnements savants. Elles découlent au mieux de *préférences politiques* et, au pire, de *préjugés* et de *morgue sociale* à l'encontre du peuple français, d'un peuple qui, livré à lui-même, croupirait dans la *peur* et l'*ignorance*.

On ne s'aperçoit même plus que certains arguments sont absurdes. Soutenir que « la richesse d'une société c'est son immigration » est ridicule. D'abord parce qu'on pourrait énumérer à la place de l'immigration une foule d'autres choses qui caractérisent la richesse d'une société, il est arbitraire de privilégier l'immigration, comme si c'était ce qui venait en premier lieu à l'esprit. Ensuite parce que, comme le reste, l'immigration ne peut être considérée comme une richesse que *dans une certaine mesure, ou dans certains cas, ou à certains égards*, pas partout ni toujours sans difficulté. Enfin, même en supposant que l'immigration soit une bonne chose *dans l'absolu*, cela n'implique pas qu'il ne soit pas momentanément opportun d'en modifier la composition, d'en moduler le rythme ou de lui faire faire une pause.

D'un côté, des affirmations aléatoires sont présentées à tort comme des *évidences scientifiquement validées*, de l'autre, des propositions solidement fondées et qui recueillent spontanément une large audience sont présentées comme simplistes et fausses. Pour beaucoup, qu'il faille interdire la burqa dans les lieux publics tombe sous le sens. Que l'immigration puisse poser problème et interférer avec l'identité nationale coule de source. Mais poser la simple question du coût de l'immigration, et de son coût caché comme pour n'importe quel autre fait économique, constitue à soi seul un sacrilège¹⁴. Quant à se demander si l'Europe avait « besoin d'autant d'immigrants », la question est stoppée par une « peur vague de penser ce que l'on pense »¹⁵.

Une question soustraite aux citoyens

Le débat sur l'identité nationale a été dominé par la voix médiatique d'intellectuels rappelant à l'ordre les déviants pour manque de tenue intellectuelle. Au lieu de dire pourquoi ils ne sont pas d'accord, ils cherchent à empêcher les gens de s'exprimer. Au lieu d'exposer leurs motifs, ils se placent dans un registre de réprobation. Le jugement de *fait* et de *raison* disparaît sous le jugement de *valeur* et d'*émotion*. Un propos n'est plus inexact, partiel ou problématique, il est décrété fermé, frileux ou dépassé. C'est une translation dans le débat public des mœurs du débat intellectuel. On retrouve « l'esprit manichéen, sectaire et conservateur d'une historiographie qui substitue le jugement de valeur au concept, la finalité à la causalité, l'argument d'autorité à la discussion »¹⁶. Cela fait songer à « l'affreuse loi, qui, sous Robespierre, déclara les preuves superflues, et supprima les défenseurs »¹⁷.

Ainsi le psychologisme tendancieux d'une typologie du sentiment d'insécurité oppose des crispés, apeurés, traditionalistes, prolétaires inquiets et conformistes à des libéraux et libertaires ; les premiers étant caractérisés par « la faiblesse de leurs qualifications ou la rigidité de leurs structures d'attitudes », les

seconds par un « refus de l'insécurité »¹⁸ (cette inversion sémantique signifiant qu'ils s'opposent non pas à l'insécurité mais au *discours sécuritaire*). S'imagine-t-on un vocabulaire asymétrique opposant sommairement des réalistes, responsables, raisonnables, lucides, sérieux, à des bourgeois hypocrites et bobos permissifs ?

En réalité, les notions de *crispation* culturelle, de *durcissement* politique, d'*ouverture* intellectuelle, d'*amalgame* logique ou de *fantasme* mental, font l'objet d'un tel degré de sur-investissement émotionnel et idéologique de la part des sociologues contemporains que, s'il existe un progrès en sciences sociales, elles seront regardées dans un siècle comme un vulgaire psychologisme brochant autour d'une pseudo-personnalité autoritaire vers laquelle les intellectuels rejettent les préjugés différents des leurs. Cette personnalité autoritaire, que des politologues imputent à une mentalité primitive du peuple, n'est « qu'une caricature de tout ce qu'ils désapprouvent en tant que bons démocrates d'un certain genre »¹⁹.

Quant à la critique entre universitaires, elle se borne souvent à faire assaut de formules stéréotypées. Tel auteur reproche à tel autre un « ton souvent polémique », des « travaux de seconde main », ainsi qu'un « problème historiographique » et « déontologique » de « contextualisation socio-historique »²⁰. Ton polémique ? L'accusation aurait plus de poids assortie d'exemples circonstanciés. Travaux de seconde main ? Encore faudrait-il montrer en quoi ils nuisent à la démonstration et déterminer s'ils procèdent d'une paresse d'esprit ou d'un motif valable tel l'ampleur d'un sujet. Déficit de contextualisation ? À défaut d'une argumentation empirique, ce dérivé de l'accusation d'anachronisme d'outillage mental n'est qu'une scie rhétorique.

Dans le vénérable *Financial Times*, un courrier des lecteurs de haut niveau exerce un droit de regard qui ébranle les pontifiants auteurs sur leur piédestal en les confrontant à leur passé. Paul J. Isaac se demande si Henry Kaufman ne dénigre pas le libéralisme pour redorer son blason... après qu'il ait souscrit du Madoff et cumulé des postes chez Freddie Mac et Lehman Brothers qui n'allaient pas tarder à faire faillite. Robert H. Wade confronte Frederic Mishkin, qui certifie que « toutes les bulles ne présentent pas un risque pour l'économie », avec un rapport qu'il avait signé, en 2006, pour s'opposer aux inquiétudes sur l'économie islandaise²¹. En France, les affirmations encore plus péremptoires et erronées de l'économiste social-démocrate Patrick Artus ne sont relevées que par le *Canard enchaîné*, qui se fait l'écho de ce qui circule sur Internet. L'électrochoc intellectuel est donc limité. Il s'arrête au seuil des convenances du microcosme intellectuel français. La réfutation intellectuelle des idées problématiques, fragiles ou fausses d'un auteur adverse y est aussitôt stigmatisée comme une incorrection, une polémique ou une attaque.

Etouffé par des méthodes importées du milieu intellectuel, le débat sur l'identité nationale est, de surcroît, récusé comme devant être confié aux seuls intellectuels et experts. Le peuple serait trop influençable pour ne pas être encadré par des colloques et surveillé par des cours de justice, où des notables parés d'hermine se prononcent presque toujours dans le même sens, contre la culture majoritaire et en faveur des minorités. Au lendemain du référendum suisse, le constitutionnaliste Andreas Auer pense que la Cour européenne des droits de l'homme pourrait être saisie. Son président, Jean-Paul Costa, intervient alors dans le débat en annonçant que ce n'est pas gagné d'avance, car il ne sera pas facile d'introduire des recours devant sa juridiction, le requérant devant avoir préalablement épuisé les voies de recours nationales²². On ne s'avise même plus que la Suisse ne fait pas partie de l'Union européenne.

Peu de temps auparavant, en Italie, le 3 novembre 2009, la présence de crucifix dans les salles de classe était interdite. La Cour européenne des droits de l'homme prétend remédier à une violation du droit des parents à éduquer leurs enfants selon leurs convictions... Le chef de file de la gauche italienne critique cette décision : le « bon sens est victime du droit », déclare Pierluigi Bersani, car une « antique tradition comme le crucifix ne fait tort à personne ». Un sondage le confirme, 84 % des Italiens sont d'accord. Mais la machine juridique européenne est accaparée par une partie des élites. Cette orientation joue à plein dans les démocraties, jusqu'en Israël et en Inde. La pédagogue canadienne Marie McAndrew s'en félicite crûment : « Heureusement que les droits sont protégés par les chartes et qu'ils ne sont pas soumis à la volonté de la majorité »²³.

La démocratie menacée

L'affaire des minarets enseigne que le fait que l'islam puisse être ressenti comme « expansionniste » (Abdennour Bidar), ou perçu comme une « agression » (Mohammed Moussaoui), n'est aucunement réductible à un fantasme irrationnel attisé par des populistes ; c'est un point de vue parfaitement défendable. Ivan Rioufol, dans *Le Figaro*, puis Robert Solé, dans *Le Monde des livres*, évoquent les réformistes Abdelwahad Meddeb et Tareq Oubrou. Le premier critiquait la « forme conquérante » des minarets, préconisait de « neutraliser » les appels à la guerre sainte et de « dépasser » la charia. Le second plaide pour un « islam occidental » qui, sous la pression laïque, serait amené à « revoir les fondamentaux » et à observer une certaine discrétion rendant la foi « moins visible ».

Ceux qui s'opposent à ce qu'ils appellent « le mythe renaissant de l'islam conquérant » ne produisent qu'une critique purement externe. Ils méprisent cette « peur irrationnelle » et ce « fantasme ». Pour eux, « peu importe de savoir si

des velléités d'expansionnisme existent ». Les émeutes de banlieues sont la « conséquence de processus sociaux » et les « transformations sociologiques » à l'œuvre ne poussent pas vers une radicalisation de l'islam²⁴. En admettant la validité de ce raisonnement, il ne permet nullement de réfuter péremptoirement un mythe. On ne comprend donc pas pourquoi il dévalorise ceux qui pensent autrement.

Sur le fond, même l'initiateur du référendum suisse estime qu'il suffit d'attendre 3 ou 4 décennies pour que l'islam fasse sa « mue »²⁵. En attendant, il faut s'y faire, la démocratie est une valeur intangible. La sécularisation chaotique de l'islam n'est pas imputable aux tares de l'Occident. Le contact avec l'Occident est une opportunité qui s'offre à l'islam, qui doit accepter la contradiction pour s'orienter vers un processus de réforme. Face à la manifestation ostensible d'une avancée prosélyte, les Suisses ont voté pour la « discrétion » de l'islam et contre un processus de revendications « jamais freinées » par les élites²⁶. Celles-ci ont failli dans leur « construction d'un avenir commun »²⁷.

Les élites paraissent prêtes à toutes les concessions pour ne pas froisser l'islam, et leurs réactions corroborent les préventions que l'on pouvait avoir. Au nom de la présidence suédoise de l'Union, la ministre de l'Intégration de ce pays a critiqué un vote populaire « utilisé d'une mauvaise manière ». Le Premier ministre turc a demandé une « machine arrière dans les plus brefs délais, sur cette erreur ». Le grand mufti d'Égypte fustige une « insulte » aux musulmans du monde entier, mais encourage les musulmans vivant en Suisse à « dialoguer » avec les autorités. La principale organisation musulmane d'Indonésie dénonce un signe de « haine », mais appelle à « ne pas réagir avec excès »²⁸. Doit-on comprendre qu'il se serait pu que des musulmans réagissent avec excès sans dialoguer ?

Islamistes et militants d'extrême-gauche véhiculent une idéologie impérialiste qui regarde les récalcitrants comme traître à la vraie foi. Sachant que la question de l'étranger dans la cité déchire profondément les sociétés occidentales, ils jouent sur les contradictions de l'ennemi, comme disaient jadis les bolcheviques. Un ton impératif et prohibitif, un pathos incantatoire et obligatoire, une propagande accusatrice visent à impressionner, complexer, culpabiliser le contradicteur, pour le prendre à revers ou à contre-pied. Pressé ici, Nicolas Sarkozy lâche du lest là, débordant sur la gauche la méritocratie républicaine, envisageant une représentativité multiculturelle à marche forcée par « des méthodes plus contraignantes encore »²⁹.

Les intellectuels de gauche imposent leur échelle d'attitude jusque dans les journaux de droite. Une politologue y parle du « refus de l'étranger » des Français qui « restent hostiles à l'immigration puisque 55 % assurent qu'aujourd'hui

d'hui on en fait davantage pour les étrangers que pour les Français ». Un historien y admet, bon prince, que « les 3 Français sur 5 qui estiment qu'il y a trop d'immigrés en France, les 3 sur 4 qui pensent que l'on ne défend pas assez les valeurs traditionnelles, selon un sondage récent de la Sofres, ne sont pas nécessairement tous des fanatiques de Le Pen »³⁰. Ce procédé suggère que si sept Français sur dix trouvent excessif le taux d'immigration maghrébine en France, c'est parce que sept Français sur dix sont en train de devenir racistes³¹. Mais surtout, cette routine rattache à une personnalité autoritaire étroite d'esprit, sinon d'extrême-droite, la notion de valeurs traditionnelles.

Eric Besson nous avait entraînés dans un exercice où la gauche a riposté avec toute la force de frappe de sa guérilla médiatique, afin de ne pas céder un pouce du terrain conquis depuis vingt-cinq ans. Pour le citoyen, se rétrécit le cercle des convenances lexicales et le périmètre des possibilités de réfléchir par soi-même. Parmi les territoires perdus de la République et de la démocratie, figure le champ clos où « la gauche a réduit le problème *national* de l'immigration à un problème *moral* »³². Le débat Internet sur l'identité nationale a précisément enfreint ces consignes. Sous le contrôle d'un modérateur, comme du reste dans tout débat sur Internet, les internautes ont pu s'exprimer librement, sans exclure évidemment l'immigration et l'islam du sujet. La majorité juge que l'identité s'affaiblit alors qu'elle devrait être valorisée. Le Premier ministre a donc annoncé le renforcement d'un cadre de références civique.

notes

1. F. Baroin, 09/12/09.

2. Cité in *Le Monde* 03/12/09.

3. Entretien au *Figaro*, 05/01/10.

4. G. Hermet, « La démocratie est-elle dépassable ? », conférence au Collège des Bernardins, 02/12/09.

5. *Le débat*, 150, mai 2008, p. 50.

6. Cité in P. Landau, *Le Sabre et la Coran. Tariq Ramadan et les Frères musulmans à la conquête de l'Europe*, éd. Du Rocher, 2005, p. 150.

7. Appel des « Indigènes de la République ».

8. *Libération*, 04/12/09.

9. Cité in N. Leites, *Du Malaise politique en France*, Plon, 1958, p. 138.

10. Emission télévisée « Ce soir ou jamais », FR3, 03/02/10. L'invitation de Ramadan a provoqué deux désistements, remplacés par Wolton, et la modification du sommaire. Un extrait sera diffusé à la sovié-

tique : une tirade du scénariste entrecoupée par un plan furtif de Wolton dans une attitude de coupable tout trouvé (« Zapping », Canal+, 04/02/10). Le téléspectateur *lambda* en conclura que, décidément dans ce pays, les beurs sont sans arrêt obligés de se défendre contre des sales types vaguement racistes.

11. Cité in *La Tribune*, 22/02/10.

12. G. Douglas, Film *I was a Communist for the FBI*, 1952 (cinématographiquement bien fait).

13. J.-F. Khan, *La Pensée unique*, Fayard, 1995.

14. J.-P. Gourévitch, *L'Immigration : ça coûte ou ça rapporte ?* Larousse, 2009, p. 37.

15. A. Besançon, *Commentaire*, 128, hiver 2009-2010, p. 1069-70.

16. F. Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1985, p. 145.

17. B. Constant, *De la liberté chez les modernes. Écrits politiques*, présentation de M. Gauchet, Hachette, 1989, p. 422.

18. Ph. Robert, M.-L. Pottier, « On ne se sent plus en sécurité. Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies », *RFSP*, 47 (6), décembre 1997, p. 732-734, 740.

19. L. Strauss, *Qu'est-ce que la philosophie politique ?* PUF, 1992 (1959), p. 27.

20. L. Bouvet critiquant V. Peillon sur le site *nonfiction.fr*

21. P. J. Isaac, *Financial Times*, 03/09/09 et R. H. Wade, *FT*, 13/11/09.

22. *Le Temps*, Suisse, 30/11/09 et 01/12/09.

23. Cité in M. Bock-Côté, *La Presse*, Québec, 29/10/09.

24. P. Haenni et S. Amghar, « Le mythe renaissant de l'islam conquérant », *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.

25. O. Freysinger, cité in *Le Figaro*, 02/12/09.

26. A.-M. Delcambre, « Faut-il interdire les minarets ? », *Valeurs actuelles*, 1012/09.

27. G. Bernheim, *Le Figaro*, 03/12/09.

28. Cité in *Le Figaro*, 01/12/09.

29. Discours de Polytechnique, 17/12/08, cité in M. Bock-Côté, *L'Action nationale*, Québec, février 2010.

30. C. Ysmal, *Le Figaro*, 03/07/99 ; Z. Sternhell, *Le Figaro*, 29/09/2000.

31. C. Imbert, *Commentaire*, 50, été 1990, p. 376.

32. E. *La Gauche sans le peuple*, Fayard, 2004.